

Reprenons le contrôle

Législatives 12 et 19 juin 2022
1^{re} circonscription de la Nièvre
Charles-Henri GALLOIS
Suppléant : Fabrice GARCIA

Madame, Monsieur,

Mes chers compatriotes nivernais,

Votre vote déterminera l'avenir de la France et de notre belle Nièvre.

Je suis comme vous originaire de cette terre formidable. Comme le sont mes parents, mes grands-parents et mes arrière-grands-parents qui ont pu vivre et travailler dans la Nièvre. Depuis de trop nombreuses années, la Nièvre perd des habitants, des usines et des services publics. C'est le résultat d'une politique folle de libre-échange total et de désindustrialisation qui s'est opérée à travers l'Union européenne. Combien de nos jeunes doivent partir pour trouver du travail et ne peuvent plus y vivre ?

Un emploi industriel amène trois à quatre emplois de services. **Notre département a connu une véritable saignée d'usines, ce qui explique sa situation actuelle :** Alstom à Fourchambault et Garchizy (600 emplois), Facom (250 emplois), U-Shin (214 emplois), Euro Auto House (178 emplois), à Nevers, Épéda (136 emplois), Aubert & Duval à Imphy (31 emplois), SMPE (23 emplois) à La Charité et Henkel à Cosne-sur-Loire (60 emplois). On pourrait aussi citer Prominox, Vallourec, Wesphalia, Philips et tant d'autres, malheureusement.

La **fermeture** temporaire de la **seule maternité du département**, à Nevers, est un symbole terrible de l'**abandon de nos territoires et du saccage du système de santé** d'Emmanuel Macron, exécutant de la **politique austéraitre de l'UE**.

Que les choses soient bien claires, l'avenir de la Nièvre et de la France périphérique dépend avant tout de décisions nationales, c'est pourquoi cette élection est primordiale. **Je suis le seul candidat à apporter une opposition claire à Emmanuel Macron en remettant en cause les fondements de sa politique destructrice : l'UE et ses dogmes.**

C'est en effet la condition nécessaire pour reprendre le contrôle : réindustrialiser le pays et la Nièvre, sauver nos services publics, dont notre système de santé, augmenter le pouvoir d'achat, reprendre le contrôle des flux migratoires, financer une Éducation de qualité, préserver la retraite à 62 ans et réaliser sérieusement la transition énergétique.

C'est l'**Union pour la France** qu'ont initiée **Nicolas Dupont-Aignan, Florian Philippot et moi-même** qui apporte **les vraies solutions à nos problèmes**. Les candidats qui prétendent résoudre ces problèmes dans le cadre de l'UE vous mentent.

Votez enfin pour un député qui défende la France et la Nièvre.

Votez pour vous !

Votez pour l'avenir de vos enfants !

Votez pour reprendre le contrôle !

Votez Charles-Henri GALLOIS !



Découvrez notre vidéo
de présentation sur :

► repreonslecontrôle.fr



Union pour la France,
soutenue par :

**GÉNÉRATION
FREXIT**



LES PATRIOTES
LE MEILLEUR POUR LA FRANCE

**DEBOUT
LA FRANCE !**

Reprenons le contrôle



Découvrez notre vidéo de présentation sur : repreponslecontrôle.fr

La France n'est plus que l'ombre d'elle-même.

La politique de l'Union européenne suivie par les gouvernements successifs depuis 30 ans nous conduit dans le mur (inflation, chômage, pauvreté, suicides d'agriculteurs, délinquance, dégradation de l'éducation). **Il est urgent que les Français reprennent le contrôle pour relancer notre pays.**

Réindustrialisation, emplois, prospérité, amélioration de la qualité de vie, indépendance, protection contre la mondialisation... Voici nos 12 points pour redonner un avenir à la France.

1. Industrie

Lancement d'un grand projet de **réindustrialisation** secteur par secteur avec une **protection ciblée** et des incitations de l'État. Réservation des **commandes publiques** aux entreprises qui produisent en France.

2. Économie

Récupérer les **29 milliards d'euros** donnés à l'UE (20 fois le prix d'Alstom). Mise en place d'un **protectionnisme social et environnemental intelligent**. Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Abrogation de la directive sur les travailleurs détachés.

3. Pouvoir d'achat

TVA à 0 % sur les produits de **première nécessité** et 5,5 % sur les carburants, gaz, fioul, électricité. **Augmentation du SMIC** à 1 400 euros net par mois.

4. Services publics

Stop aux fermetures des services publics en zone rurale. **Nationalisation des autoroutes**. Recréation du **monopole public** d'EDF, GDF, de la SNCF et des services de distribution d'eau. Amélioration de la qualité des services.

5. Santé

Ouverture d'un **nouvel établissement de santé par département**. Revalorisation du personnel soignant et réintégration des 15 000 soignants.

6. Retraite

Maintien de l'âge légal de départ à la **retraite à 62 ans**. Réindexation des pensions sur l'inflation. Imposition d'un **cahier des charges** aux gestionnaires des maisons de retraite.

7. Immigration

Reprise de contrôle et **baisse des flux migratoires**. Sortie de Schengen. Expulsion des étrangers délinquants.

8. Sécurité

Redonner des moyens dignes à nos forces de l'ordre et à la justice. **Application réelle des peines**. Lutte contre le trafic organisé (fraude, stupéfiants, recel, etc.).

9. Agriculture

Protection de nos agriculteurs et éleveurs des méfaits de la mondialisation. Rééquilibrage **en faveur des producteurs** du rapport de force avec la grande distribution. Attribution **des subventions au niveau national** et de manière simplifiée et immédiate.

10. Énergie

Sortie du marché européen de l'électricité pour **une énergie moins chère**. Investissement dans la recherche sur les énergies bas carbone (nucléaire, hydrogène, gaz synthétique, etc.) pour sortir progressivement des énergies fossiles et **assurer notre indépendance**.

11. Éducation

Relancer l'**ascenseur social**. Donner les moyens nécessaires pour une Éducation nationale de qualité : **récompenser le mérite**, stop aux fermetures de classes et priorité aux savoirs fondamentaux. Revalorisation du métier d'enseignant.

12. Démocratie

Donner au peuple le pouvoir : **référendum d'initiative citoyenne** (RIC), vote blanc éliminatoire. **Casier judiciaire vierge obligatoire** pour tout candidat aux élections.

Reprenons le contrôle de notre avenir !

Organisons un **référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne** (63 % des Français y sont favorables d'après notre sondage IFOP de février 2022). Cette mesure est fondamentale pour appliquer notre programme, auquel l'Union européenne cherchera à faire obstacle.